

**REPUBLIQUE TOGOLAISE**



**Plan d'action du gouvernement pour la mise  
en œuvre des recommandations issues de  
l'Examen Périodique Universel (EPU)**

---

Thématique	Activités	Institutions responsables	Partenaires		Indicateurs	
Objectif 1: Améliorer le cadre normatif Produits 1 : les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme sont ratifiés Produit 2 : la majorité des populations ont accès à la justice						
<b>I- Ratification            Harmonisation de la législation et renforcement des capacités des institutions et acteurs et coopération avec les mécanismes.</b>	<b>1.1 - Ratification des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme</b>	1.1 .1- Accélérer l'adoption de la loi autorisant la ratification de la Convention sur la protection des personnes contre toutes les formes de disparition forcée	MDHCDFC- MAEC- CDH(AN)- PR_PRIMAT		Loi autorisant la ratification disponible	Avril-déc 2012
		1.1.2- Adopter une loi autorisant la ratification du 2 <sup>ème</sup> protocole facultatif se rapportant au PIDCP	MDHCDFC- MAEC-AN- PR_PRIMAT		Loi autorisant la ratification disponible	Avril-déc 2012
		1.1.3 - Accélérer	MPF-		Loi autorisant la	Avril-déc 2012

		le processus d'adoption de la loi autorisant la ratification du protocole facultatif se rapportant à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes (CEDEF)	MDHCDFC- MAEC-AN- PR_PRIMAT		ratification disponible	
		1.1.4- Adopter la loi autorisant la ratification de la convention relative à la protection des travailleurs migrants	METPS- MDHCDFC- MAEC-AN- MSPC- PR- PRIMAT		Loi autorisant la ratification disponible	Avril-déc 2012
		1.1.5- Ratifier la convention n°189 concernant le travail décent des travailleurs et travailleuses domestiques	METPS- MDHCDFC- MAEC-AN- MSPC- PR- PRIMAT		Loi autorisant la ratification disponible	2012 -2014

**Objectifs 2 : Mettre en conformité la législation nationale avec les instruments internationaux ratifiés par le Togo**  
**Produits 3 : la législation nationale est harmonisée avec les textes internationaux régulièrement ratifiés**

	<b>1.2- Harmonisation de la législation nationale avec les instruments ratifiés</b>	1.2 .1- Finaliser la procédure d'adoption du code togolais des personnes et de la famille ( CTPF) révisé	MPF-MJ/RIR - MDHCDFC- AN- PR_PRIMAT		Code révisé, adopté et publié	Avril-décembre 2012
		1.2.2 - Finaliser le processus de reformes des textes pénaux en cours (code pénal, code de procédure pénale)	MJ/RIR - MDHCDFC- AN-PR- _PRIMAT	SNU-UE- Ambassade de France	Textes pénaux (code pénal, code de procédure pénale) adoptés et publiés	Avril-décembre 2012
		1.2.3- Réviser la loi organique relative aux attributions; à la composition et au fonctionnement de la CNDH pour lui permettre de jouer le rôle de mécanisme national de prévention de la torture	MDHCDFC- AN-MJ/RIR CNDH	HCDH	Loi organique relative aux attributions, à la composition et au fonctionnement de la CNDH modifiée	Mars-décembre 2012

		1.2.4 - Accélérer le processus de révision de la loi de 2004 protégeant les personnes vivant avec un handicap conformément aux dispositions de la convention relative aux droits des personnes handicapées	MASSN –AN- MDHCDFC- MJ/RIR	FETAPH- HI	loi de 2004 protégeant les personnes vivant avec un handicap conforme aux dispositions de la convention disponible	Mars-décembre 2012
	<b>1.3Coopération avec les mécanismes des droits de l'homme</b>	1.3.1- Soumettre tous les rapports en retard aux organes de traités  1.3.2 – Donner suite aux demandes de visites des procédures spéciales	MDHCDFC MTPS MPF MASSN MAE	SNU	Tous les rapports en retard sont soumis Les procédures ayant sollicité une visite ont effectué leur mission	2012-2016

<b>Objectifs 4 : Améliorer l'accès à la justice</b>						
<b>Produits 4 : La majorité des populations ont accès à la justice</b>						
<b>II- Renforcement de l'indépendance du pouvoir judiciaire, lutte contre l'impunité et accès à la justice</b>		2.1.1- Monitoring des procès	ACAT-TOGO CACIT, OTIS MTDLDH, LTDH, Regard sur l'Humanitaire, EJUBES	* HCDH * Ministère de la justice * Inspection générale des services juridictionnels	* Nombre de procès supervisés (MTDLDH: 3 procès par mois LTDH: 4 EJUBES: 2 OTIS: 2 Regard Sur l'Humanité) * Nombre de localités et/ou régions couvertes (5 régions en plus de Lomé)	A partir d'avril 2012
		Publier les rapports annuels sur l'indépendance de la justice	LTDH, CACIT, ACAT-Togo, MTDLDH	Ministères de la justice et droits de l'Homme	Un (1) rapport annuel est publié	Novembre/décembre 2012
		2.1.2- Créer un bulletin d'information pour commenter les décisions de justice	LTDH, EJUBES, Vie de Qualité, ACAT-Togo, OTIS	HCDH, Ministère de la justice, Faculté de droit universités de Lomé et Kara	Deux bulletins par an	Juin et décembre 2012
		2.1.3- susciter	Plateforme	Union	* Nombre de	Déjà entamé

	<b>2. 1- Processus de justice transitionnelle</b>	une mobilisation des organisations de la société civile autour du travail de la CVJR (proposition de recommandation, vulgarisation du rapport, plaidoyer pour la mise en œuvre du rapport final	Citoyenne Justice Vérité (CACIT, MTDLDH, ACAT-Togo) OTIS, LTDH, FODES etc	Européenne Ambassades accréditées au Togo CVJR, OIF	régions couvertes et d'organisations impliquées * Diversité des organisations * 5 régions et Lomé impliquées dans les actions	Déjà entamé
		2.1.4 Impliquer la société civile dans la finalisation du programme de réparation de la CVJR	CACIT, LTDH, OTIS	PNUD HCDH	Nombre de victimes ayant obtenu satisfaction	A partir d'avril 2012
		2.1.5 – Apporter une assistance psychologique	CACIT, Regard sur l'humanité	Croix Rouge togolais CICR OMS AIMES-Afrique Partenaires en développement	Regard sur l'humanité (5 victimes par trimestre)	A partir d'avril 2012
		2.1.6 -Vulgariser les	Convergence,	HCDH, PNUD	Nombre d'activités Menées (2 séances	A partir d'avril 2012

		recommandations de la CVJR	Plateforme Citoyenne Justice et Vérité, FODES	Union Européenne OIF	de sensibilisation par région et par mois, Nombre d'émission radio (10), télévision (2) organisée, Nombre de manuels produit)	
		2.1.7- Monitoring de la mise en œuvre des recommandations de la CVJR	Plateforme citoyenne Justice et Vérité, CACIT, LTDH, MTDLDH, FODES	HCDH, PNUD, EU, OIF, Ambassades, OSIWA, NED	Nombre de recommandations effectivement mises en œuvre (Nombre de rencontres organisées avec les institutions de l'Etat, Nombre de victimes rencontrées)	A partir d'avril 2012
	<b>2.2 – Accès à la Justice</b>	2.2.1 - faire des enquêtes sur les causes des entraves judiciaires aux plaintes pour violations de		Universités (étudiants et chercheurs, sociologues et	Un document de rapport disponible	

		l'Homme commises en 2005		droits de l'Homme)		
		2.2.2 - Plaidoyer pour l'instruction des plaintes sur les violences de 2005	CACIT, ACAT- Togo, OTIS, Regard sur l'Humanité, Vie de qualité	Ministères, Assemblée nationale, CNDH, Amnesty International	Au moins 30 plaintes sont instruites sur douze mois	En cours
		2.2.3 - Apporter une assistance juridique aux victimes des violations de droits de l'Homme	LTDH, EJUBES, OTIS, Vie de qualité, MTDLDH, CACIT	HCDH PNUD CNDH Ministères Partenaires bilatéraux et multilatéraux	Nombre de victimes assistées par mois	En cours
		2.2.4 - Plaidoyer pour l'effectivité de l'aide juridictionnelle	EJUBES, LTDH	Ministères HCDH	Adoption de la loi organique sur l'aide juridictionnelle	A partir d'avril 2012
		2.2.5 - Monitoring des lieux de détention	Vie de Qualité, ACAT-Togo, EJUBES, CACIT, MTDLDH, OTIS, Regard sur l'Humanité, LTDH	Ministères de la justice, de la sécurité et défense CNDH HCDH	Au moins dix (10) lieux de détention sont suivis par mois	En cours

		2.2.6 – Mettre en place d'un mécanisme de concertation et de prévention des violations des droits de l'Homme	ACAT-Togo, CACIT, LTDH, MTDLDH	Ministères de la sécurité, de la justice, de la défense	Opérationnalisation du mécanisme * Nombre de réunions tenues par mois	2012
		2.2.7 - Plaidoyer pour la mise en place du Mécanisme National de Prévention dans le cadre de l'OPCAT	ACAT-TOGO, LTDH, MTDLDH, CACIT	Ministères de la justice, sécurité et droits de l'Homme	* Opérationnalisation du mécanisme * Nombre de réunions tenues par mois	2012
		2.2.8 - Plaidoyer pour accroissement nombre et moyens des magistrats	EJUBES, Regard sur l'Humanité	Ministère de la justice Partenaires en développement	Accroissement du nombre de magistrat par nombre d'habitant	
		2.2.9 - Créer de nouvelles juridictions	LTDH, EJUBES			
	<b>2.3 – Lutte contre la torture et les traitements</b>	2.3.1 - Plaidoyer pour l'adoption et la vulgarisation du nouveau code pénal	ACAT, LTDH, CACIT, OTIS, MTDLDH, EJUBES,	* Ministère en charge de la justice et droits de l'homme * HCDH,	Nouveau code adopté et vulgarisé	2012

	<b>cruels, inhumains ou dégradants</b>	2.3.1 - Plaidoyer pour l'adoption et la vulgarisation du nouveau code pénal	Regard sur l'Humanité	PNUD, EU et ambassades	Nouveau code adopté et vulgarisé	2012
		2.3.2 - Plaidoyer pour la publication du rapport de la CNDH sur les allégations de torture au sein de l'ANR			Rapport effectivement publié Tous les présumés auteurs sont poursuivis par les tribunaux	en cours (février / mars 2012)
		2.3.4 Apporter l'assistance judiciaire aux victimes de la torture ANR			Nombre de plaintes déposées auprès des tribunaux	01/03/2012

**Objectif 5 : Renforcer la promotion et la protection des droits catégoriels**

**Produits 5 : Les droits de la femme, de l'enfant, des personnes handicapées et des personnes âgées sont promus et protégés**

<b>III – Droits Catégoriels : Protection des droits de la femme, de l'enfant, des personnes handicapées et des personnes âgées</b>	3.1 Intensifier la lutte contre les pratiques traditionnelles néfastes et discriminatoires à l'égard des femmes et des filles	MPF-MDHCDFC MJ/RIR	SNU – Ambassades-UE	Au moins 30% des pratiques traditionnelles néfastes et discriminatoires à l'égard des femmes sont réduites	Ma2012-Décembre 2014
	Appuyer et créer des centres d'écoute des femmes	MPF- MDHCDFC- MASSN	SNU – Ambassades-UE	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Centres d'écoute créés dans chaque préfecture</li> <li>- Tous les Centres d'écoute sont opérationnels</li> </ul>	Mars 2012- Décembre 2014
	3.3 - Commanditer une étude sur la situation des femmes défenseurs des droits de l'homme	MPF- MDHCDFC- MASSN	SNU – Ambassades-UE	Document de l'étude disponible	Mars 2012- Décembre 2013
	3.4 - Mettre en œuvre les recommandations issues de l'étude	MPF- MDHCDFC- MASSN	SNU – Ambassades-UE	Rapport de mise en œuvre des recommandations disponible et opérationnel	Décembre 2013- Décembre 2014
	3.5 - Accélérer le processus d'adoption et la mise en application de la loi sur le quota pour une meilleure	MPF –MDHCDFC- AN-PR	SNU, NDI, CDH/AN	-Existence de la loi et de son Décret d'application, - le taux de	Mars 2013-2015

	représentativité des femmes dans les instances de décision			participation des femmes aux instances décisionnelles a augmenté	
	3.6 - Accélérer le processus d'adoption de la proposition de loi relative aux violences faites aux femmes et aux filles	MPF-MDHCDFC-AN	SNU	Existence de la loi relative aux violences faites aux femmes et aux filles	Mars 2012- Décembre 2013
	3.7 - Organiser des actions de plaidoyer pour que le nouveau code des personnes et de la famille, dépouillé des mesures discriminatoires soit conforme aux dispositions internationales	GF2D-WILDADF-RAFAD-REEFED-Agir/Plus-Action Plus	SNU-UE-Ambassades	Les documents de plaidoyer sont disponibles, nombre de rencontre avec les acteurs concernés	2012-2015
	3.8 - Appuyer la femme à se prendre en charge par l'initiation des AGR	GF2D-WILDADF/Togo-RAFAD-REEFED-QUAVIFF-ATPH	SNU-UE-Ambassades-AGAIB	Nombre de femmes ayant vu leur situation financière améliorée	2012-2015
	3.9 - Renforcer la coopération multilatérale en matière de trafic d'enfants	MDHCDFC-MASSN-MSPC-MJ/RIR-MAEC	SNU	Nombre de rencontres entre Etats et mesures appropriées prises pour lutter contre le fléau	2012-2014
	3.10 - Intensifier les campagnes de sensibilisation en matière	AREDEERS-AJA-PAFED-relutec	SNU-UE-Amambassades	Diminution du nombre de victimes	2012-2015

	de lutte contre le trafic des enfants				
	3.11 - Faire des plaidoyers pour l'adoption de la politique nationale de protection de l'enfant et rendre opérationnel du comité national de l'enfant	FODDET	SNU-Plan-Togo	-La politique nationale de protection de l'enfant est disponible -le comité national de l'enfant est opérationnel	2012-2013
	3.12 - Commanditer une étude sur les pratiques traditionnelles néfastes aux enfants et mettre en œuvre les recommandations issues de l'étude	MASSN-MPF-MSPC-MT-AN	SNU-UE-Ambassades	Rapport de l'étude disponible et les recommandations mises en oeuvre	Avril-Décembre 2012
	3.13 - Intensifier la sensibilisation sur les pratiques néfastes aux enfants	MASSN-MDHCDFC-MJ/RIR-AN	SNU-UE-Ambassades	Thèmes développés, cibles touchés, zones couvertes	2013-2015
	3.14 - Réviser le code de l'enfant pour prendre en compte entre autre la répression des pratiques traditionnelles néfastes aux enfants	MASSN-MDHCDFC-MJ/RIR-AN-PR	SNU-UE-Ambassades	Code de l'Enfant révisé	Juin 2012-Décembre 2014
	3.15 - Vulgariser le code de l'enfant révisé	FODDET-RESOP-RELUTET- APDEFEERS MODEF	SNU-UE-Ambassades	Nombre d'exemplaires édités et	Juin 2012-Décembre 2013

		CREJE-AJA		couvertes	
	3.16 - Faire une étude sur les causes de la déperdition scolaire et mettre en œuvre les recommandations issues de l'étude	MEPSA-METFP- MASSN	SNU-Plan Togo- Ambassades	Etude et les recommandations mises en œuvre disponibles	2013-2015
	3.17 - Faire un plaidoyer pour l'intégration des droits de l'Homme dans les curricula scolaires	FODDET-SADD	SNU-Plan Togo- Ambassades	Document de plaidoyer, intégration des droits de l'Homme dans les curricula scolaires	2012-2015
	3.18 - Faire un plaidoyer pour l'amélioration du système éducatif	FODDET	SNU-Plan Togo	Document de plaidoyer système éducatif amélioré	2012-2015
	3.19 - Adopter la politique nationale de protection des personnes âgées	MASSN-MDHCDFC- MJ/RIR-AN-PR	SNU, Ambassades, UE	Politique nationale de protection des personnes âgées disponible	Juin-Décembre 2012
	3.20 - Accélérer le processus d'adoption du projet de loi portant protection des personnes âgées	MASSN-MDHCDFC- MJ/RIR-AN-PR	SNU-UE	Loi adoptée	Juin-Décembre 2012
	3.21 - Faire des plaidoyers pour faciliter l'accessibilité aux édifices et à l'éducation inclusive des personnes handicapées	AGIR PLUS, AJA, AREDEERS, RESOPE	SNU-IH- Ambassades, Plan Togo , UE, CBM, Fondation LILIANE	Nombre d'édifices publics équipés de rampe ou ascenseurs, nombre d'enseignants formés à l'éducation inclusive	2012-2015

	3.22- Poursuivre les campagnes de sensibilisations des communautés sur les droits des personnes handicapées, sur les facteurs de risques de l'handicap et sur la prévention	AJA, Agir Plus, AREDEERS, RESOPE	SNU HI, Ambassades, Plan Togo , UE, CBM, Fondation LILIANE	Nombre d'édifices publics équipés de rampes ou ascenseurs, nombre d'enseignants formés à l'éducation inclusive	2012-2015
	3.23- poursuivre les campagnes de sensibilisations des communautés sur les droits des personnes handicapées, sur les facteurs de risques de l'handicap et sur la prévention	AGIR PLUS, AJAAREDEERS	HI, Ambassades, Plan Togo, SNU, UE, CBM,	Thèmes développés, Cibles touchés, Zones couvertes	2012-2015
	3.24 - Prendre en charge les soins curatifs, préventifs et réadaptatifs des personnes handicapées	MS	SNU Pan-Togo- CBM-IH- FETHAPH	Nombre de personnes Handicapées prise en charge	2012-2015
	3.25 - Renforcer les structures de prise en charge des PH	MASSN, MS	SNU Pan-Togo- CBM-IH- FETHAPH	Nombre de structures renforcées en équipement et en personnel	2012-2015

**Objectif 6: OMD Bonne Gouvernance**

**Produit 6 : Les OMD et la Bonne Gouvernance sont mis en œuvre.**

<p><b>IV- Lutte contre la pauvreté et la promotion de la bonne gouvernance</b></p>	<p>4.1- Renforcer les capacités des institutions de promotion de l'auto emploi</p>	<p>Ministères: TPS MEPSA, MES, METFP, MEF, MPRDBAT MCSP MASSN, MPF ANPE (Agence Nationale pour l'Emploi), ANPGF (Agence Nationale de Promotion et de Garantie des Financements), MPR/DAMT,</p>	<p>SNU, UE, ambassades, du Togo;</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de jeunes formés et installés</li> <li>- Nombre d'ateliers</li> <li>- Organisés</li> </ul>	<p>Avril 2012- Décembre 2013</p>
	<p>4.2 - Faciliter l'accès au micro crédit</p>	<p>Ministères: TPS MEPSA, MES, METFP, MEF, MPRDBAT MCSP MASSN, MPF ANPE (Agence Nationale pour l'Emploi), ANPGF (Agence Nationale de Promotion et de Garantie des Financements), MPR/DAMT, Les Universités du</p>	<p>SNU, UE, ambassades,</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de contras signés</li> <li>- nombre de bénéficiaires</li> <li>- Montant de micro crédits alloués</li> </ul>	<p>Avril 2012- Décembre 2013</p>

		Togo;			
	4.3 - Concevoir des curricula intégrant l'entreprenariat	Ministères en charge de l'Éducation, la Formation Professionnelles ANPE; ANPGF; MPR	PNUD; UE;	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de modules disponibles</li> <li>- Nombre d'ateliers organisés</li> <li>- Nombre participants</li> <li>- Rapports</li> </ul>	Avril 2012- Décembre 2013
	4.4 - Renforcer les	COPED; WANEP	PNUD; UE; Allemagne;	Nombre d'ateliers réalisés	

	capacités de gestion des artisans et de petites et moyennes entreprises		France; OIF ; USAID ; FHS	- Nombre de participants - Les rapports	2012- 2014
	4.5 - Former les élites locales sur la décentralisation	COPED; WANEP; ATPDH; ALG; ARGA- Togo; Action sud	PNUD; UE; Allemagne; France; OIF ; USAID ; FHS	Nombre d'ateliers réalisés - Nombre de participants - Les rapports	2012- 2014
	4.6 - Former les acteurs locaux de développement	COPED; WANEP; ATPDH; ALG; ARGA- Togo; Action sud	PNUD; UE; Allemagne; France; OIF ; USAID	Nombre d'ateliers réalisés - Nombre de participants - Les rapports	2012- 2014
	4.7 - Renforcer les capacités des élus locaux en matière de gestion des collectivités territoriales	COPED- ALG- RADI; Action sud;	PNUD; UE; Allemagne; France; OIF ; USAID ; GIZ	Nombre de localités sensibilisées - Les rapports	2013- 2015
	4.8 - Organiser des séances de sensibilisations des populations et des groupes organisés sur les enjeux de la décentralisation	ATDPDH; WANEP; COPED; AFE; CJP; RADI; SADD; FODES	PNUD; UE; Allemagne; France; OIF ; USAID ; GIZ	- Nombre de collectivités couvertes - Les rapports	2012-2014

	4.9 - Assurer le monitoring de la gestion des collectivités territoriales	ALG; ARGATogo; COPED; WANEP; RADI; SADD; Action sud	PNUD; UE; Allemagne; France; OIF ; USAID ; GIZ	Nombre de localités sensibilisées - Les rapports	2013-2014
	4.10 - Eduquer et sensibiliser les citoyens sur leurs droits et devoirs	- ARGATogo; Medias; Gouvernement ; WANEP ; CNDH	PNUD; UE; Allemagne; France; OIF ; GIZ		2013- 2015
	4.11 - Mettre en place un mécanisme de contrôle citoyen de l'action publique	- MEF; Cour des comptes; COPED; ARGATogo; RADI FODES	SNU ;	Effectivité du mécanisme - Rapports	2012-2013
	4.12 - Créer un espace multi acteurs sur la gouvernance	Nouveau droits de l'Homme ; CTDDH ; CONGREMA ; SOS civisme-Togo ; FODES ; RESOCA ; RESODERC ; COADEP.	PNUD; UE; Allemagne; France; OIF ; GIZ ; Banque Mondiale ; FMI	- Effectivité du forum multi acteurs	2013
	4.13 - Renforcer les capacités des institutions étatiques de contrôle de	Cour des comptes MEF		Nombre d'ateliers réalisés - Nombre de	2013- 2015

	gestion			participants - Rapports	
	4.14 - Renforcer le processus de la construction d'un Etat de droit et de la bonne gouvernance	Nouveau droits de l'Homme ; SOS civisme-Togo ; FODES ; RESOKA ; RESODERC ; CONGREMA ; COADEP ; CTDDH		Guides élaborés et disponible par région	2013-2014
	4.15 - Renforcer les capacités des CVD en matière de démocratie locale	COPED ; APER ; Centre Sogolon ; SOS Civisme ; CAO-Togo ; WANEP		Nombre d'ateliers organisés - Nombre de localités sensibilisés - Rapports	2013-2014
	4.16 - Renforcer les capacités des chefs traditionnels et religieux en matière de démocratie locale	COPED ; APER ; Centre Sogolon ; SOS Civisme ; CAO-Togo ; WANEP ; ARGATogo; APER		Nombre d'ateliers organisés - Nombre de localités sensibilisés - Rapports	2013-2015
	4.17 - Organiser des campagnes de lutte contre la corruption	ATDPDH; RADI; COPED; Médias; WANEP		Nombre d'atelier - Nombre de rencontres et de lobbying organisés - Rapports	2013-2015

	4.18 - Accélérer la mise en œuvre des OMD	Ministère en charge de la planification et ministères sectoriels		Rapports de suivi disponibles	Avril 2012- Décembre 2013
	4.19 - Faire le suivi évaluation des OMD	Ministère en charge de l'économie et secrétariat permanent chargé des réformes	SNU, UE-FMI-BM-BAD – UEMOA-et autres	Rapports de suivi disponibles	2013-2014
	4.20 - Créer et animer un espace médias sur les OMD et la bonne gouvernance	CNDH ; COPED ; Action sud ; ALG;		Nombre d'émissions réalisées - Nombre de contrats signés avec les médias - CD d'émissions disponibles	2013-2014
	4.21 - Mettre sur pied un mécanisme de suivi et de plaider pour la mise en œuvre du DSRP2	CNDH ; COPED ; Action Sud ; ALG;	SNU ; UE	- Effectivité du mécanisme - Rapport de suivi	Avril 2012- Décembre 2013
	4.22 - Poursuivre les réformes économiques et financières	Ministère en charge de l'économie et secrétariat permanent chargé des réformes	SNU, UE-FMI-BM-BAD et autres	SNU, UE-FMI-BM-BAD et autres	Mars 2012- Décembre 2013
	4.23- Accélérer les réformes dans	Ministères: finances, fonction	SNU-UEMOA	- Lois, décret et rapports disponibles	Avril 2012- Décembre 2013

	l'administration publique, les sociétés publiques et parapubliques	publique, secrétariat permanent chargé des réformes			
	4.24 - Mettre en place des mécanismes de promotion de la culture de qualité au Togo	Ministères: mines et énergie, industrie, commerce, environnement, finances Tous les ministères sectoriels Ministères: mines et énergie, industrie, commerce, environnement, finances		Nombre de mesures prises pour promouvoir la culture de qualité au Togo	2012- 2014
	4.25 - Mettre en place des mécanismes de promotion de la culture de qualité au Togo	Ministères: mines et énergie, industrie, commerce, environnement, finances Tous les ministères sectoriels Ministères: mines et énergie, industrie, commerce, environnement, finances		Nombre de mesures prises pour promouvoir la culture de qualité au Togo	2012- 2014
	4.26 - Poursuivre le	Ministères: mines et	SNU-ITE	Rapports	Rapports

	processus d'internalisation des principes de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE)	énergie, industrie, commerce, environnement, finances		périodiques disponibles	périodiques disponibles
<b>Objectifs 7 : Renforcement de la jouissance de la liberté d'information et de presse</b>					
<b>V - Médias : Renforcement des capacités des institutions et des acteurs</b>	5.1 - Adopter et mettre en œuvre le document DE stratégies de renforcement des capacités de la HAAC	MC-HAAC	SNU, UE, AMBASSADES (France, USA)	document de renforcement de stratégies de renforcement des capacités de la HAAC adopté et mis en œuvre	juin 2012-déc 2013
	5.2 - Former des journalistes à la maîtrise la déontologie et de l'éthique, du métier de journaliste	HAAC; MCOTM, UJIT, CONAP, SYNJIT	Union Européenne, Système des Nations Unies, Ambassades	Nombre de journalistes formés et réduction du nombre de dérives de presse	Juin 2012-décembre 2015
	5.3 - sensibiliser les medias sur le respect des normes d'installation	HAAC ;ART P , MC	Union Européenne, Système des Nations Unies,	Nombre de medias ayant répondu aux normes et sont per formants.	Juin 2012-décembre 2015

			USA		
	5.4 - Mettre en place des antennes régionales de la HAAC	HAAC	Mettre en place des antennes régionales de la HAAC	Nombre d'antennes créés et opérationnelles dotées de monitoring	Juin 2012 à mai 2013
	5.5 - Sensibiliser le public sur ses possibilités de saisine de la HAAC	MC, HAAC	Union Européenne, Système des Nations Unies, les ambassades: USA France Allemagne	nombre de cas soumis à la HAAC	JUIN 2012
	5.6 - Publier les points essentiels du rapport annuel d'activités de la HAAC et organiser des audiences publiques	HAAC	Union Européenne, Système des Nations Unies, USA	Nombre de rapports publiés	Juin 2012 à décembre 2015
	5.7 - Vulgariser des textes de fonctionnement de la HAAC à l'endroit des journalistes et du public,	HAAC, MC OTM, UJIT, CONAP, SYNJIT	Union Européenne, Système des Nations Unies; USA, France A	Meilleure perception, appropriation des textes vulgarisés	Juin 2012 à décembre 2015

	5.8 - Elaborer et faire adopter un projet de loi relatif au financement de la presse	HAAC ; MC, AN		Texte de loi disponible	Juin 2012 Décembre 2013
	5.9 - Réduire les redevances annuelles des medias et mettre en application des dispositions relatives au régime spécial des medias	HAAC ,ARTP, MC;MPT;MEF		Redevances annuelles rendues et les dispositions relatives aux avantages liés au régime spécial des medias appliqués	Avril décembre 2012
	5.10 - prendre des mesures pour garantir la liberté d'expression d'opinion et de presse	Gouvernement		La liberté d'expression d'opinion et de presse garanties	AVRIL 2012
	5.11 - Sensibiliser le public sur les missions et les pouvoirs de la HAAC et de la ART et P	HAAC; ART P	UE, SNU, Ambassades: France, Allemagne USA	Le public est sensibilisé.	Avril 2012

	5.12 - Poursuivre les négociations pour l'adoption de la convention collective des medias	HAAC, MTLs, CONAPP, UJIT, OTM		convention collective adoptée et disponible	AVRIL 2012
	5.13 - adopter le document de politique nationale de communication	Ministère de la Communication (MC)		Document de politique nationale de communication adopté	Avril 2012- décembre 2012



**Objectifs 8: Promouvoir les droits économiques, sociaux et culturels (DESC)**

**Produits 8 : Les droits économiques, sociaux et culturels sont promus**

<b>VI. Lutte contre la pauvreté</b>	8.1 - Promouvoir l'auto emploi des jeunes	Ministères en charge de : Emploi, Enseignement supérieur, Enseignement primaire,	SNU, UE, Ambassades	Nombre d'emplois créés par les jeunes	2013-2015
	8.2 - Faciliter l'accès au micro crédit des jeunes et des groupes vulnérables	Enseignement technique, Travail, Economie et Finances, Commerce et Secteur privé, Développement à la base, Action Sociale,	SNU, UE, Ambassades	Nombre des jeunes et de personnes vulnérables ayant eu accès au micro crédit	
	8.3 - Concevoir et intégrer l'entrepreneuriat dans les curricula d'éducation et de formation	ANPE (Agence Nationale pour l'Emploi),  ANPGF (Agence Nationale de Promotion et de Garantie des Financements)	SNU, UE, Ambassades	Disponibilité des curricula d'entrepreneuriat dans les programmes d'enseignement	

